Déclaration préalable de la FSU - CTA du 17/11/20

La rentrée 2020 a été marquée par le retour généralisé en classe, dans les établissements et les services, pour les élèves comme les personnels. Cela était indispensable pour refermer la parenthèse difficile entamée avec la fermeture des établissements scolaires et écoles dans le cadre du premier confinement. Oui, les personnels étaient heureux de retrouver leurs élèves, leur cadre de travail, malgré les contraintes du protocole sanitaire, et malgré des conditions de rentrée qui ne pouvaient être satisfaisantes, la rentrée ayant été préparée sans l'ambition de moyens auxquels ils aspiraient avant même la crise sanitaire. Les personnels se sont cependant beaucoup investis, pour retisser les liens qui avaient été largement distendus au printemps : avec les élèves, les familles, les collègues. Mais ce n'était pas, ce ne pouvait pas être une rentrée « normale », et l'impréparation de notre ministère s'est partout manifestée, puisque la seule adaptation proposée a été l'allègement d'un protocole pourtant bien peu contraignant, et qui n'était même pas en place réellement : peu de distanciation physique dans les établissements, peu d'aménagements des espaces communs (cantines, salles de classes, internats, locaux), peu de masques arrivés sur le terrain, etc. Les conditions de préparation de la rentrée n'étaient tout simplement pas en phase avec les exigences sanitaires.

Face à cela, le plaisir de retrouver une activité professionnelle plus habituelle qu'au printemps a peu à peu laissé la place à de la colère : communication tronquée sur les cas de Covid-19 recensés, impression présente dès septembre que trop de risques étaient pris, que les faibles moyens que le ministère s'étaient donné ne permettraient pas de garantir un fonctionnement le plus sûr que possible. La révélation de la possible nocivité des masques fournis a accentué cette colère, et le sentiment de mépris que nos collègues éprouvent depuis trop longtemps de la part du ministre.

L'assassinat de Samuel Paty, vendredi 16 octobre, a été un choc terrible pour l'ensemble de la communauté éducatives et plus particulièrement évidemment pour les enseignants. Les rassemblements souvent organisés à l'initiative de la FSU dans les 8 départements de l'académie en moins de 48h, et la participation des collègues à ces rassemblements l'ont montré. Ces enseignants ont pu croire, par la présence de cadres, que l'institution avait changé, et ferait désormais bloc derrière celles et ceux qui sont en première ligne pour faire reculer l'obscurantisme. Les discours des jours suivants ont semblé confirmer le changement, malgré les doutes. Il n'aura pourtant pas fallu attendre 15 jours pour que la volte-face du ministre sur les modalités d'organisation de l'hommage en l'honneur de Samuel Paty, rappelons-le décapité pour avoir fait son travail de professeur, ne confirme les craintes. Les justifications à géométrie variable du ministre ont laissé un goût amer chez nos collègues : l'impression que toute la concertation menée avec les représentants des personnels masquait une absence de volonté de rendre réellement à notre collègue l'hommage institutionnel auquel il était nécessaire de procéder, dans des conditions apaisées mais pleines de sens et de symboles, pour toute la communauté éducative. Quel irrespect, quelle indécence… Non, les contraintes sanitaires et sécuritaires ne pouvaient justifier que cet hommage, que le nécessaire temps de réflexion, d'échange, de partage, soient réduit à une simple minute de silence, ni que soit affaibli l'indispensable travail pédagogique à mener avec nos élèves. Non, les personnels ne pouvaient pas accepter de devoir se mettre en grève pour rendre hommage à un collègue assassiné ! L'Ecole n'avait pas besoin de cela dans un contexte de remise en cause de plus en plus marquée de son rôle dans l'éducation de citoyens dans les valeurs qui fondent notre République.

Le sentiment d'incompréhension est aussi celui qui s'est imposé à l'occasion des annonces du reconfinement : la mise en œuvre d'un protocole sanitaire présumé « renforcé », le plus souvent « si possible », a été particulièrement mal perçue par nos collègues, qui se sont sentis une nouvelle fois abandonnés et trahis. Le mépris ressenti se double d'une colère des personnels qui sont placés en situation de devoir se débrouiller seuls, de devoir arbitrer seuls des choix, alors qu'ils n'ont pas les compétences pour le faire : « le bon sens » ne peut tenir lieu de politique sanitaire ; c'est une démarche scientifique, raisonnée, encadrée et précise qui doit en constituer le support. Le constat amer est que le protocole sanitaire dit « renforcé » n'est pas correctement appliqué dans les établissements. Ceci n'est pas dû à de la mauvaise volonté, mais tout simplement au manque de moyens humains, mais aussi matériels, pour pouvoir assumer des modalités de fonctionnement qui sont arrêtées et connues, pour l'essentiel, depuis plus de 6 mois. Notre ministre n'a rien appris de ses « vacances apprenantes », et c'est la consternation et la colère qui règnent dans les établissements.

Il a fallu la mobilisation des personnels depuis les congés d'automne, pour faire connaître la réalité sanitaire des établissements : vies scolaires, infirmières scolaires, personnels d'encadrement, directeurs d'école, etc. sont débordés depuis septembre sur des missions qui ne sont pas toujours les leurs (traçage, surveillance de l'application du port du masque en de dehors des salles de classe, entre autres) ; nettoyages multiples et quotidiens impossibles à assurer quand le nombre d'agents

reste très insuffisant dans tous les établissements et les écoles ; propagation à bas bruit, mais bien réelle de l'épidémie en milieu scolaire et – a minima - incohérence des chiffres officiels à ce sujet, entre les données de Santé Publique France et celles de notre ministère ; classes surchargées qui ne peuvent être ventilées correctement ; difficultés scolaires accrues par le confinement du printemps ; etc. Tout cela semble ne pas exister aux yeux des responsables de notre institution, et en particulier à la tête du ministère…

Ce n'est pas faute pourtant d'avoir alerté, comme c'est le cas, par exemple, sur des sujets concrets : il faut rappeler aussi par exemple nos élèves sont nombreuses et nombreux à devoir effectuer leur PFMP, ou leur stage de Troisième, sur les mois de novembre et décembre, alors que le ministère n'a pas eu un mot pour eux. La FSU demande expressément un discours clair sur un report de ces PFMP et stages, et dénonce au passage la FAQ du ministère qui propose des solutions de gestion des PFMP qui contreviennent aux droits des PLP.

Il a fallu la mobilisation des personnels le 10 novembre dernier pour desserrer l'étau des effectifs incompatibles avec les mesures de prophylaxie minimale dans des établissements surpeuplés. Le tout, sans cadrage, ce qui accroît les tensions au sein des équipes, et encourage une forme de darwinisme scolaire : au lieu de protéger les personnels, les élèves, les familles, le ministre profite de la situation pour pousser plus loin encore la réforme du baccalauréat ; livrer l'Education nationale à la Ed Tech ; laisser s'accroître les inégalités scolaires, sociales, renvoyant au local la prise de décisions « de bon sens », et laissant chacun gérer avec les moyens du bord la pénurie de personnels…

Nous pensons au contraire qu'il faut organiser les conditions de l'équité de traitement entre les établissements : pourquoi distinguer collèges et lycées pour autoriser les allégements d'effectifs ? pourquoi ne pas prévoir partout des demi-groupes, quand cela réglerait les problématiques (en EPS, ou dans les classes qui restent en effectif complet à plus de 30 élèves dans les salles) ? pourquoi ne pas appliquer le même régime à toutes les formations proposées par les lycées (prébac, STS, CPGE) ? pourquoi refuser d'alléger nationalement les programmes en en cadrant les points moins prioritaires ? pourquoi ne pas recruter des AED quand nombre d'étudiants sont en difficulté financière du fait du confinement et que les besoins sont criants dans les établissements ? pourquoi ne pas recruter les professeurs issus des listes complémentaires des concours et admissibles aux concours internes, alors que c'est une mesure assez facile à mettre en œuvre ? pourquoi laisser croire à l'opinion publique qu'il est possible de fonctionner sur des modes hybrides synchrones quand ce n'est ni humainement et ni techniquement faciles, que cela alourdit la charge de travail des collègues, et que cela impose surtout des modèles pédagogiques bien éloignés de ceux qui permettent de limiter les difficultés et les inégalités scolaires ? Pourquoi, tout simplement, ne pas renforcer le Service public d'éducation dans notre pays et tirer les leçons des échecs de la dérégulation progressive à l'œuvre depuis plus de 20 ans ?

Le déni n'est pas un mode de gouvernance responsable face à la gravité de la crise que traverse notre pays. Le refus de prendre en compte les défis réels que pose la situation des élèves au regard de leurs apprentissages perturbés depuis bientôt près d'un an sera, si nous n'y prenons pas garde, la cause d'un ressentiment fort à l'égard de l'Ecole et de ses personnels, et, au-delà, de notre République.

Si nous partageons l'objectif de préserver au maximum le travail dans la classe, auprès des élèves, nous ne pouvons plus continuer à ne pas savoir quels chemins emprunter, ni ne pas avoir les moyens de les suivre. Il y a urgence à recruter et former des personnels ; il y a urgence à revenir sur les réformes qui ont détruit les groupes-classes ou qui ont diminué les horaires d'enseignement pour des raisons strictement budgétaires et laissé des pans entiers de l'Éducation à des mains intéressées et potentiellement éloignées des valeurs républicaines ; il y a urgence à revenir sur les politiques qui, depuis des années, affaiblissent le Service Public d'Éducation ; il y a urgence à investir dans la jeunesse et dans sa formation scolaire, citoyenne, professionnelle. Il y a urgence à adresser un message clair envers les personnels. Cela passe par un message à leurs représentants qui demandent à être écoutés et entendus à tous les niveaux dans le cadre d'un dialogue social sérieusement renforcé et non malmené. Ce message, c'est aussi un message concret vis à vis de la profession, loin des effets d'annonces et des artifices de communication ; ce sont des marques immédiates de considération, de confiance et d'appui, qui ne devront passer par une véritable revalorisation des salaires et des carrières, une amélioration significative des conditions de travail, et l'abandon d'un certain nombre de réformes contestées. De ce point de vue, les annonces du ministre hier soir ne peuvent être satisfaisantes et confirment leur décalage avec les attentes réelles des personnels. Quand il met en avant la revalorisation de 30 % des professeurs, le ministre ne peut faire oublier que bien plus de 70 % des personnels sont laissés de côté ; et qu'il n'a pas renoncé à des contreparties que nous refusons, et notamment des transformations de nos métiers. Ajoutons que pour un professeur certifié, échelon 5, la revalorisation correspond à une hausse de salaire de 49,83 euros nets/mois, alors qu'il en faudrait 234 pour rattraper l'effet de l'inflation depuis 2010. C'est dire qu'on est loin du compte, et qu'en l'absence d'une programmation pluriannuelle ambitieuse, malgré les grands renforts de communication, les annonces ne suffiront pas à remplir le fossé d'incompréhension et de défiance que le ministre a creusé avec des personnels qui vivent au quotidien la dégradation de leur situation.